



***Lettre aux parlementaires ultramarins
en perspective du 1er décembre,
XXIème Journée mondiale de lutte contre le sida***

*Paris - Nouméa, le lundi 10 novembre 2008
Communication n°TR08SAN07*

Mesdames les Sénatrices, les Députées et les Conseillères,

Messieurs les Sénateurs, les Députés et les Conseillers,

Le 1er décembre dernier, *Tjenbé Rèd, Mouvement civique pour l'action & la réflexion sur les questions noires, métisses & LGBT (lesbiennes, gaies, bi & trans) en France ultramarine & hexagonale*, vous adressait le communiqué qu'elle publiait à l'occasion de la XXème Journée mondiale de lutte contre le sida : «*En matière de VIH/sida aussi, l'outre-mer attend la continuité territoriale !*».

Tjenbé Rèd vous rappelait ainsi que selon l'*InVS (Institut de veille sanitaire)*, le nombre de sérologies positives en 2006 s'élevait à 178 cas par million d'habitants en France départementale mais à 2077 en Guyane, 861 en Guadeloupe et 409 en Martinique, les DFA (départements français d'Amérique) restant ainsi frappés de plein fouet par l'épidémie de VIH/sida, deux à douze fois plus que les DFE (départements français d'Europe).

Tjenbé Rèd vous rappelait également que dans ce contexte, il était regrettable que l'*INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)*, l'*INED (Institut national d'études démographiques)* et l'*ANRS (Agence nationale de recherches sur le sida)* se refusent à étendre à l'outre-mer le champ de l'enquête CSF sur le «*contexte de la sexualité en France*», dont les résultats finaux ont été publiés le 13 mars 2008.

Tjenbé Rèd regrettait encore que l'*InVS* persiste à décrire la situation du VIH/sida en France sans jamais mentionner Mayotte, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna ou même les

TAAF (Terres australes et antarctiques françaises) - comme si ces territoires ne faisaient pas partie de la France.

Tjenbé Rèd observait enfin qu'en ignorant d'une telle façon la richesse et la complexité de la France des trois océans, l'*INSERM*, l'*INED*, l'*ANRS* et l'*InVS* accréditaient l'idée de territoires où les citoyenNEs auraient moins de droits que les autres.

* *
*

Le 1er décembre 2008 approche et, *Tjenbé Rèd* restant sans réponse de votre part, nous sollicitons à nouveau votre sentiment sur les mesures que vous entendez proposer ou appuyer pour lutter contre l'épidémie de VIH/sida en France ultramarine et parmi les personnes originaires de France ultramarine vivant en France hexagonale. Notamment :

1°) Prévoyez-vous de soutenir les associations luttant contre le VIH/sida en Guyane et à Saint-Martin, où le VIH toucherait plus d'un pour cent de la population, ce qui en ferait une épidémie hors contrôle ?

2°) Prévoyez-vous de soutenir les associations luttant contre le VIH/sida en Martinique et en Guadeloupe, où le taux de nouvelles contaminations est deux à cinq fois plus élevé qu'en France hexagonale ?

3°) Prévoyez-vous de soutenir les associations luttant contre l'homophobie et la sérophobie en France ultramarine et parmi les personnes originaires de France ultramarine vivant en France hexagonale, de nombreuses études démontrant que les personnes LGBT sont plus frappées par le VIH/sida que les personnes hétérosexuelles ?

4°) Prévoyez-vous d'exiger des organismes nationaux comme l'*InVS*, l'*INSERM*, l'*INED* et l'*ANRS* qu'ils cessent de prétendre qu'ils parlent de la France lorsqu'ils ne parlent que de la France hexagonale ?

5°) Prévoyez-vous d'appuyer nos demandes visant à disposer des statistiques officielles concernant l'épidémie de VIH/sida à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Saint-Barthélemy, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Wallis-et-Futuna ?

Par ailleurs, pourriez-vous nous indiquer le contenu de vos actions et interventions en la matière depuis le début de la présente législature ?

Vos réponses seront publiées le jeudi 27 novembre à midi, heure de Paris (il sera également fait mention des absences de réponse).

Nous restons à votre disposition pour tout complément d'information ou tout entretien à votre convenance et vous prions, Mesdames les Sénatrices, les Députées et les Conseillères, Messieurs les Sénateurs, les Députés et les Conseillers, d'agréer l'expression de notre haute considération.

Pour *Tjenbé Rèd*,
le Président,
David AUERBACH CHIFFRIN

Pour l'*UNOM*
(*Union nationale de l'Outre-Mer*),
le Président, Roger ANGLO

Pour *Homo-Sphère*
(*Association gay & lesbienne*
de Nouvelle-Calédonie),
les Présidents,
Danièle BETFORT
et Teriihauroa LUCIANI

Pour le *CRAN*
(*Conseil représentatif*
des associations noires de France),
le Président,
Patrick LOZES

* *
*

RSVP : *Tjenbé Rèd*, 113, bd Voltaire, 75011 Paris

ATTN : *Mesdames et Messieurs les Sénatrices et Sénateurs des départements et collectivités d'Outre-Mer : Guadeloupe, M. Jacques GILLOT (GUSR | Guadeloupe unie, socialisme et réalité), groupe socialiste, commission des affaires sociales, M. Daniel MARSIN (GUSR), groupe du Rassemblement démocratique et social européen, commission des affaires économiques, et Mme Lucette MICHAUX-CHEVRY (OG | Objectif Guadeloupe), groupe UMP, commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; Martinique, M. Serge LARCHER, groupe socialiste, commission des affaires sociales, et M. Claude LISE (RDM | Rassemblement démocratique martiniquais), groupe socialiste, commission des affaires économiques ; Guyane, M. Jean-Etienne ANTOINETTE, apparenté au groupe socialiste, commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, et M. Georges PATIENT, apparenté au groupe socialiste, commission des affaires économiques ; Réunion, Mme Gélita HOARAU (PCR | Parti communiste réunionnais), groupe communiste, républicain et citoyen, commission des affaires sociales, Mme Anne-Marie PAYET (UDF), groupe Union centriste - UDF,*

commission des affaires sociales, et M. Jean-Paul VIRAPOULLÉ, groupe UMP, commission des lois ; Saint-Pierre-et-Miquelon, M. Denis DETCHEVERRY, groupe UMP, commission des affaires culturelles ; Mayotte, M. Adrien GIRAUD, (UDF), groupe Union centriste - UDF, commission des affaires économiques, et M. Soibahaddine IBRAHIM RAMADANI, groupe UMP, commission des affaires culturelles ; Wallis-et-Futuna, M. Robert LAUFOAULU, groupe UMP, commission des affaires étrangères ; Polynésie française, M. Gaston FLOSSE, groupe UMP, commission des lois constitutionnelles, et M. Richard TUHEIIVA, apparenté au groupe socialiste, commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale ; Nouvelle-Calédonie, M. Simon LOUECKHOTE, groupe UMP, commission des affaires culturelles ; Saint-Barthélemy, M. Michel MAGRAS, groupe UMP, commission des affaires économiques ; Saint-Martin, M. Louis-Constant FLEMING, groupe UMP, commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale ;

Mesdames et Messieurs les Députées et Députés des départements et collectivités d'Outre-Mer : EN GUADELOUPE, Éric JALTON (PS) ; Gabrielle LOUIS-CARABIN (UMP) ; Jeanny MARC (apparentée au groupe socialiste, radical et citoyen) ; Victorin LUREL (PS) ; EN MARTINIQUE, Louis-Joseph MANSCOUR (PS) ; Alfred ALMONT (UMP) ; Serge LETCHIMY (Parti progressiste martiniquais, apparenté au groupe socialiste, radical et citoyen) ; Alfred MARIE-JEANNE (Mouvement indépendantiste martiniquais, groupe de la Gauche démocrate et républicaine) ; EN GUYANE, Christiane TAUBIRA, (PRG-Walwari, apparentée au groupe socialiste, radical et citoyen) ; Chantal BERTHELOT (apparentée au groupe socialiste, radical et citoyen) ; À LA RÉUNION, René-Paul VICTORIA (UMP) ; Huguette BELLO (PCR, groupe de la Gauche démocrate et républicaine) ; Didier ROBERT (UMP) ; Patrick LEBRETON (PS) ; Jean-Claude FRUTEAU (PS) ; À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (circonscription unique), Annick GIRARDIN (PRG, apparentée au groupe socialiste, radical et citoyen) ; À MAYOTTE, Abdoulatifou ALY, Forces de l'alternance (non inscrit) ; À WALLIS-ET-FUTUNA, Albert LIKUVALU (PS) ; EN POLYNÉSIE FRANÇAISE, Michel BUIILLARD, UMP-Tahoera'a Huiraatira ; Bruno SANDRAS, UMP-Tahoera'a Huiraatira ; EN NOUVELLE-CALÉDONIE, Gaël YANNO, UMP ; Pierre FROGIER, UMP - Par ailleurs, le «cinquième DOM» (Paris et la région parisienne) a élu Mme George PAU-LANGEVIN (PS), originaire de Martinique ;

Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers économiques, sociaux et environnementaux des départements et collectivités d'Outre-Mer : Guadeloupe, M. Jean-Michel PENCHARD, section du travail ; Martinique, M. Marcel OSENAT, section des finances, délégation pour l'Union européenne ; Guyane, Dr Nestor RADJOU, section des économies régionales et de l'aménagement du territoire ; Réunion, M. Younoussé Goulam Mamode OMARJEE, section de l'agriculture et de l'alimentation, délégation pour l'Union européenne ; Saint-Pierre-et-Miquelon, Mme Jacqueline ANDRÉ, section des affaires sociales, délégation aux droits des femmes ; Mayotte, Mme Anziza MOUSTOIFA, section du cadre de vie, délégation aux droits des femmes ; Wallis-et-Futuna, M. Patalione

KANIMOA, section des relations extérieures ; Polynésie française, M. Michel PAOLETTI, section des questions économiques générales et de la conjoncture, délégation pour l'Union européenne ; Nouvelle-Calédonie, M. Bernard PAUL, section des activités productives, de la recherche et de la technologie ;

C/C : Monsieur Nicolas ABOUT, Sénateur des Yvelines, président de la commission des affaires sociales du Sénat ; Madame Marie-George BUFFET, Députée de Seine-Saint-Denis, présidente du groupe d'études sur le sida de l'Assemblée nationale ; Monsieur Hubert BRIN, Président de la section des affaires sociales du Conseil économique, social et environnemental ; Monsieur Yves JEGO, Secrétaire d'Etat chargé de l'Outre-Mer ; Madame Roselyne BACHELOT-NARQUIN, Ministre de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative ; Monsieur Patrick KARAM, Délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'Outre-Mer ; Monsieur Olivier BIANCARELLI, conseiller parlementaire et Outre-mer du Président de la République ; Madame Marie-Luce PENCHARD, conseiller technique Outre-Mer du Président de la République ; Monsieur Raphaël RADANNE, conseiller technique Santé du Président de la République ; Monsieur Olivier MAGNAVAL, conseiller technique Administration territoriale, collectivités locales et Outre-Mer du Premier ministre ; Monsieur Cédric GROUCHKA, conseiller technique Santé du Premier ministre

Version n°2 (mise à jour des nouveaux sénateurs élus le 21 septembre 2008)

© TJENBÉ RÈD ! Mouvement civique pour l'action & la réflexion
sur les questions noires, métisses & LGBT (lesbiennes, gaies, bi & trans)
en France ultramarine & hexagonale
Association loi 1901 fondée le 1er mai 2007, déclarée le 24 mai 2007,
Journal officiel du 16 juin 2007
CCP Paris 5355746U | IBAN FR94 2004 1000 0153 5574 6U02 070 | BIC PSSTFRPPPAR |
SIRET 500 965 678 00013 | NAF/APE 913E
Membre du Comité consultatif des associations ultramarines
près la Délégation interministérielle pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer
Membre de l'UNOM | Union nationale de l'outre-mer français
Membre du RAAC-sida | Réseau des associations africaines et caribéennes
agissant en France dans la lutte contre le sida
Membre du CRAN | Conseil représentatif des associations noires en France
Membre associé, Observateur de la Fédération française des Centres LGBT
Membre du collectif UCIJ | Uni(e)s contre l'immigration jetable
Stop Murder Music France, relais du réseau Stop Murder Music en France
Signataire de la Charte francilienne des intervenants en éducation pour la santé
et membre du Schéma régional d'éducation pour la santé en Île-de-France
Signataire de la Charte de la Coordination française pour le droit d'asile
Signataire de l'Appel pour un moratoire universel sur la peine de mort
lancé le 6 août 2007 par la Coalition mondiale contre la peine de mort
Signataire du pacte interassociatif Ni Pauvre, Ni Soumis du 4 février 2008
Soutien du collectif DroitsEtProstitution
Courriels : contact@tjenbered.fr | MSN : tjenbered@hotmail.fr |
Myspace : <http://www.myspace.com/tjenbered> | Site Internet : <http://www.tjenbered.fr/>
Ligne d'écoute et d'information : +33 (0)6 10 55 63 60 (24h/24, répondeur à certaines heures)
113, boulevard Voltaire, 75011 Paris
